

# Sid

## Un réseau alternatif autonome

Au lieu d'attendre que les changements que nous souhaitons viennent d'en haut, organisons-nous selon nos propres règles en autogestion économique et politique. Inventons et créons dès aujourd'hui le monde de demain.

Relions-nous au sein d'assemblées citoyennes fédérées autour des valeurs d'entraide, de partage et de fraternité. Mettons en place notre propre monnaie indépendante du système financier global. Instaurons des circuits courts pour l'alimentation, l'énergie et tous les produits de base pour devenir résilients et mieux résister aux futures crises économiques. Ne nourrissons plus un système autoritaire, inégalitaire et polluant par notre consommation, nos impôts et notre travail. Boycottons l'économie mondialisée. Ne soyons plus complices de notre servitude.

### **Constat sur le système actuel**

Notre époque est la scène d'une grande crise sociale, écologique et politique : inégalités, chômage, évasion fiscale, corruption, privilèges, montée de l'autoritarisme, guerres, pollution des eaux, de la terre et de l'air, dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité...

Quand il s'agit de trouver la cause de ces problèmes, les actions individuelles des citoyens, des entreprises et les décisions des dirigeants politiques sont souvent pointées du doigt.

En effet, des prises de conscience individuelles, une remise en question de nos comportements et de nos modes de vie sont nécessaires : chacun a sa part de responsabilité. Cependant, les contraintes et les limites imposées aux individus par le fonctionnement de notre système économique et politique sont bien réelles et il ne faut pas sous-estimer le conditionnement de nos comportements par les institutions.

- **Modèle économique**

Le besoin systémique de profit et de croissance de notre économie oblige l'humanité à produire, consommer et développer ses structures industrielles toujours davantage.

Dans un système économique et monétaire basé sur le crédit, la dette et l'investissement, la décroissance est absolument impossible. En effet, nous avons besoin de croissance pour continuer à rembourser les crédits, à payer des pensions ou même pour empêcher la montée du chômage. Une baisse de la consommation et un ralentissement de la croissance sur le long terme pourraient entraîner une spirale déflationniste et une crise économique majeure, la monnaie venant à manquer cruellement et les emprunts ne pouvant plus être remboursés. Un effondrement financier dû à un ralentissement de croissance entraînerait à son tour un arrêt de notre économie, et il s'en suivrait un grand désordre social.

L'économie se développe pour elle-même et non plus pour répondre aux besoins des individus. Toute notre vie est au service de cette économie. C'est un paradigme où il faut toujours produire et consommer davantage, bien que les ressources de la planète soient limitées et que notre économie prédatrice détruise la nature. Pour que la croissance ne s'essouffle jamais et continue sa course à l'infini, ce n'est plus la demande qui conditionne l'offre mais bien l'offre qui détermine la demande, grâce à la propagande de la publicité, devenue omniprésente. Nous sommes donc coincés dans ce que l'on pourrait considérer comme une fuite en avant qui s'auto-entretient, avec d'un côté les conséquences humaines et environnementales dues à notre mode de vie, et de l'autre une impossibilité de réduire notre consommation sous peine de provoquer un effondrement du système dans son ensemble.

- **Modèle politique**

Coté politique, les coûts de campagne électorale et la nécessité d'une couverture et d'un traitement médiatique favorable pour être élu incitent les politiciens à se vendre à l'élite financière qui détient la plupart des banques, des médias et des instituts de sondage. Celle-ci pourra alors influencer sur les législations à son avantage et imposer ses volontés à travers les prétendus représentants du peuple, qui lui sont totalement soumis. Les politiciens ne sont pas incompetents, ils sont en conflit d'intérêts et travaillent à merveille au profit de ceux qui les ont portés au pouvoir. Ceux qui dérangent ou dévient de ces intérêts ne seront pas financés ou seront éliminés médiatiquement. Le système électoral du suffrage universel portera au pouvoir ceux qui le désirent le plus ardemment et qui sont prêts à se battre pour l'obtenir, quitte à mentir, manipuler la population et se vendre au plus offrant. Toute la vie politique est ramenée à une lutte pour le pouvoir qui sélectionne les individus les moins « sains », les plus pervers. Ce ne sont pas « les plus capables » de gouverner qui gouvernent, mais les plus retors, les plus acharnés dans la lutte pour le pouvoir.

L'illusion de la démocratie est totale, nous n'avons aucun pouvoir politique. On ne s'étonnera donc pas que depuis presque cinquante ans la politique des gouvernements successifs favorise systématiquement les grands actionnaires (destruction du code du travail et du modèle social, CICE, privatisations à outrance, etc.). C'est la nature même du système électoral, permettant aux plus riches d'« aider » certains candidats, qui autorise la confusion du pouvoir économique et politique. Il ne s'agit donc pas de malchance ou de mauvais choix, mais c'est bien le fonctionnement du système lui-même qui permet aux plus fortunés de choisir les candidats pour lesquels nous votons. Comprendons bien que le problème ne vient pas des gens qui nous dirigent, mais bien d'un système qui les porte systématiquement au pouvoir et leur permet d'en abuser en toute impunité au détriment du bien commun.

**La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est inhérente à nos institutions.**

Les mécanismes économiques et politiques du système ont créé ce monde. Il ne fait donc aucun doute que nous ne pourrions pas amorcer un véritable changement dans notre société si nous ne remettons pas en cause ses fondements institutionnels. C'est l'ensemble du système qui est à réinventer, que ce soit pour des raisons sociales ou écologiques : « Fin du monde, fin du mois, même combat ».

En effet, les institutions sont mises à profit par une minorité qui s'est approprié le pouvoir et redistribue l'usufruit parmi les siens :

- L'État n'est pas dévoué au bien commun, mais au maintien de l'ordre, c'est-à-dire au maintien du régime en place et à la protection des privilèges des plus fortunés.
- Une poignée de milliardaires a fait main-basse sur la quasi-totalité des moyens d'information et manipule l'*opinion publique* selon son intérêt.
- La création monétaire est aux mains de banques privées qui demandent des intérêts contre de la monnaie créée *ex-nihilo* lors de crédits.
- La centralisation du pouvoir économique mondial au sein de quelques organismes (FMI, OMC, Union Européenne, etc.) facilite l'influence des élites financières et des lobbys sur les marchés et les peuples.

## **Mais pouvons-nous pour autant nous passer complètement de ces institutions ?**

Dans notre société complexe et globalisée, nous avons besoin de nous organiser. Ainsi, sans solution alternative viable aux institutions de l'État et au système économique global, il nous est plus difficile de boycotter ou de démanteler ces dernières. C'est pourquoi nous nous retrouvons aujourd'hui dépendants de ceux qui en ont aujourd'hui le contrôle. **Mais en réalité, ils ont davantage besoin de nous que nous n'avons besoin d'eux.**

### **Créons dès à présent un système alternatif possédant son organisation propre.**

Au lieu de continuer à nourrir leur pouvoir en nous soumettant aux règles du jeu qu'ils nous imposent, nous pouvons mettre en place nos propres institutions, en marge de ce système anti-démocratique, créateur d'inégalités, de violences, d'exploitation, et destructeur de l'environnement. Nous pouvons nous organiser sans eux. Le système dans lequel nous évoluons, souvent reconnu comme l'unique modèle possible, n'en est qu'un parmi tant d'autres, fonctionnant sur des principes et des règles implicites mais bien présentes. Il peut être remplacé par de nouvelles formes d'organisation ayant la capacité de restreindre ou d'éliminer la recherche du profit pour mettre en avant des valeurs et des pratiques éthiques.

Ce **réseau autonome** pourrait être basé sur :

- Une vie citoyenne au sein de communes et d'assemblées citoyennes interconnectées qui formeront les cellules du réseau. Celles-ci pourront, si elles le jugent pertinent, s'appropriier les institutions locales, en s'inspirant de la démarche du municipalisme.
- Une Constitution et une charte de valeurs écrites directement par les membres. Ainsi nous décidons nous-mêmes des règles de la vie politique.
- Du partage, du don, de l'entraide et de la solidarité.
- Une monnaie commune, lorsque la situation ne permet pas le partage et requiert des échanges réciproques.
- Un système de redistribution, de sécurité sociale et de soutien aux plus démunis.
- Une production respectueuse de l'homme et du vivant, et une consommation locale.
- Une plate-forme numérique et des logiciels libres pour faciliter la communication, se coordonner à grande échelle et se libérer de l'emprise des GAFAM.
- Une fédération internationale qui rassemble tous ceux qui aspirent à s'entraider pour construire un monde plus juste et se soutenir mutuellement quelles que soient les origines et les cultures.

Certains expérimentent déjà de nouvelles manières de vivre : assemblées citoyennes, artisanat, coopératives, réseaux et fermes de permaculture, écoles démocratiques, écolieux, ZAD, etc.

Ce réseau a pour vocation de relier toutes ces initiatives pour leur permettre de s'affranchir du marché capitaliste et de son paradigme.

## **Progressivement...faire sécession**

L'existence d'un réseau alternatif permettra d'entrer dans un espace extérieur au système dominant et d'évoluer simultanément dans les deux systèmes, le temps que le nouveau soit complètement autonome, notamment aux niveaux alimentaire et énergétique. La priorité sera la mise en place de boucles de production et de distribution pour garantir les besoins vitaux des membres. Devenir membre d'un réseau autonome permettra alors de « se débrancher » plus sereinement de la société capitaliste. L'existence simultanée des deux modèles résout l'éternel dilemme : faut-il d'abord changer les mentalités pour changer les institutions ou les institutions pour changer les mentalités ? Ceux qui ont déjà effectué les prises de conscience nécessaires pourront rejoindre les nouvelles structures et inviter les autres à le faire au fur et à mesure qu'ils avancent sur leur chemin de compréhension du monde et de prise de responsabilité.

### **Pourquoi avoir appelé ce projet de réseau "Sid" ?**

"Sid" était le nom que les celtes donnaient à l'Autre monde, un lieu mythique échappant à la géographie, omniprésent, parallèle au monde humain. Nous aurons nous-aussi notre "Autre monde", parallèle au modèle dominant de la mondialisation néo-libérale.

Le nom du réseau n'est absolument pas définitif et sera déterminé dans un futur proche.

### **La Constitution**

Nous nous sommes jusqu'à présent résignés à vivre dans un monde où les règles du jeu sont toujours écrites par les puissants, à leur avantage. Depuis la Révolution française, les Constitutions, qui fixent les règles d'écriture du droit, la répartition des pouvoirs et les règles de représentation au sein de la société, ont été rédigées par une élite financière ou ses représentants. À chaque fois, le parlement ou le gouvernement a instauré sa propre souveraineté au détriment du peuple dans son ensemble. La Constitution de la V<sup>e</sup> république française, comme toutes les précédentes, ne reconnaît aucun autre pouvoir au peuple que celui d'élire des maîtres qui n'ont aucun compte à lui rendre. Au lieu de protéger le peuple des abus de pouvoir, la Constitution les génère. En écrivant les Constitutions, l'élite financière a trouvé le moyen certain de conserver le pouvoir et de produire un droit qui lui est favorable et qui a permis l'émergence d'une société de marché libéral.

Mais tout ceci n'est pas une fatalité ! À présent, il ne tient qu'à nous de reprendre notre destin en main pour éviter le chaos social et environnemental que nous préparent aveuglément les adeptes du capitalisme libéral et qui, à moins d'un changement de cap rapide et radical, semble inévitable.

Lorsque nous définirons le fonctionnement de ce réseau et rédigerons notre charte et notre Constitution, il est primordial de mettre en place des garde-fous qui empêchent une prise de pouvoir par une minorité au détriment du reste de l'humanité et de l'ensemble du vivant, au risque de refaire éternellement les mêmes erreurs. Il existe un réservoir intarissable d'individus ayant une volonté de puissance ou un besoin pathologique d'exercer une emprise sur les autres. Nous devons donc édifier des stratagèmes sociétaux qui nous permettent de nous en protéger. C'est parce que l'humain est attiré par le pouvoir et ses dérives qu'il faut s'en protéger afin de ne pas laisser l'opportunité à ses mauvais cotés de s'exprimer et de faire du tort.

La construction d'un système alternatif qui posséderait les mêmes règles d'échange monétaire et économique et la même organisation politique ne pourra pas entraîner un résultat différent de

celui du capitalisme libéral. De nombreuses solutions alternatives aux institutions en place existent, à nous de choisir celles qui nous paraissent adaptées.

Les nouvelles formes d'organisation devront être respectueuses de la nature et adaptées à un monde post-carbone. La constitution devrait prévoir la possibilité de la modifier ultérieurement pour ne pas léser les nouveaux arrivants qui n'étaient pas présents lors de la rédaction première. De nouveaux membres rejoignant le Réseau continuellement, toute décision, même prise à l'unanimité, doit pouvoir être révisée.

## Quelle monnaie ?

Dans l'organisation actuelle du monde, certaines situations requièrent l'utilisation de monnaie ou d'un système de comptabilité des échanges. Et faute d'alternative, nous utilisons la monnaie du système. L'utilisation de cette monnaie bancaire créée par la dette renforce le capitalisme, enrichit les acteurs de la finance et creuse toujours plus les inégalités. C'est un outil de domination dont il faut s'affranchir d'urgence. Il est clair que nous devons remplacer ce système monétaire obsolète par une monnaie égalitaire et non-polluante.

Certaines des solutions alternatives existantes possèdent des défauts majeurs :

- Les monnaies locales complémentaires sont rattachées aux monnaies des banques centrales, elles suivent le même fonctionnement et ne sont donc pas indépendantes. Par conséquent, elles possèdent tous les défauts de la monnaie-dette.

- Le Jardin d'échange universel présente un problème majeur de sécurité et sa portée est limitée à un groupe restreint où les individus se connaissent bien et se font confiance.

- Les crypto-monnaies de type « bitcoin » présentent l'avantage d'être décentralisées, sécurisées et complètement indépendantes des banques et d'une création arbitraire de monnaie. En revanche, elles favorisent nettement les premiers entrants et les riches *mineurs* au détriment du reste de la communauté. Elles conduisent à la déflation et consomment énormément d'énergie pour pouvoir fonctionner.

Le système montrant le moins de travers reste à ce jour la Monnaie libre (à dividende universel). Ses qualités sont multiples : indépendance vis à vis des banques, sécurité, transparence, égalité totale des membres dans la création monétaire, stabilité de la monnaie dans le temps, redistributive et « fondante » pour les plus fortunés, faible dépense d'énergie, etc. Elle n'est pas un instrument de spéculation et évite les mauvaises surprises et la prise de contrôle de la monnaie par une minorité, elle met tout le monde sur un pied d'égalité dès le départ.

Si les membres lui préfèrent néanmoins un système monétaire à gestion centralisée, ils peuvent le mettre en place ou bien cumuler l'utilisation de plusieurs monnaies. Cependant, une monnaie centralisée nécessite un système de contrôle fort, voire l'existence d'un État, et celui-ci génère souvent inégalités et corruption. Après tout, ce sera aux membres d'en juger directement. Le Réseau n'est qu'un outil dont le but est de permettre aux citoyens de s'organiser comme ils le souhaitent et de mettre en place le système qu'ils ont choisi. Ce sont eux qui établiront les règles de fonctionnement de l'économie après avoir pris en considération les différentes possibilités. Néanmoins, la monnaie libre reste l'une des options les plus efficaces et faciles à mettre en place pour le lancement du Réseau.

## **Indépendance économique et monétaire**

La mise en place d'une charte éthique et écologique et l'indépendance économique du Réseau garantissent aux membres que les achats qu'ils y effectuent ne nourrissent pas le système global, ne détruisent pas la nature, ne creusent pas davantage les inégalités et ne nécessitent pas la mise en esclavage des habitants des pays en voie de développement. Ainsi, leur travail quotidien, leurs efforts et leur consommation individuelle cesse d'enrichir une minorité d'actionnaires et de compagnies multinationales. Aussi, sans le parasitisme habituel des propriétaires du capital et des banques, chacun aura accès à la totalité du fruit de son travail et pourra donc mieux vivre de son activité tout en travaillant moins, et profiter de davantage de temps libre.

Canaliser nos énergies, nos forces de travail et notre pouvoir de consommation dans un nouveau modèle sociétal pourra, à terme, bouleverser le rapport de force qui nous oppose aux partisans du grand capital. Imaginons un instant le poids de milliers, voire de millions de personnes parlant d'une seule voix et décidant de ne plus enrichir les multinationales. Les moyens de pression d'un tel groupement d'individus sur les banques et les marchés financiers seraient incommensurables, un véritable contre-pouvoir économique et politique aux institutions financières du capitalisme.

La création de cette société parallèle permet de s'affranchir de la caste politique et des banques et de libérer les peuples de la double domination exercée par les élites et par les grandes firmes capitalistes internationales. Faire sécession du système capitaliste pour rejoindre une société complètement séparée, indépendante et autonome représente un puissant acte de boycott, de subversion et de désobéissance sociale et économique.

## **Résilience et consommation locale**

De récentes études ont mis en lumière qu'un effondrement de notre système économique dans les prochaines décennies était une probabilité très envisageable. Qu'il soit déclenché par une crise pétrolière ou toute autre raison, nous devons nous préparer à cette éventualité et nous organiser autour d'une autonomie alimentaire et énergétique au niveau local, ceci afin de mieux endurer les chocs économiques, sociaux et écologiques à venir et d'accueillir à terme tous les « rescapés » de l'effondrement :

- Mettre en place des circuits courts pour l'alimentation, l'énergie et les autres besoins primaires
- Développer une agriculture n'utilisant pas ou peu d'énergies fossiles
- Encourager dès maintenant l'agriculture paysanne plutôt que l'agriculture industrielle
- Devenir peu à peu indépendants monétairement du système globalisé
- Recréer du réseau et du lien humain localement

Les outils numériques nous aideront à nous organiser, mais nous devons nous demander dans quelle mesure leur utilisation est soutenable sur le long terme (besoin de matériaux et d'énergie). Ce sont des outils de communication qui ne peuvent en aucun cas remplacer les véritables relations humaines. Ils ne devraient pas nous devenir indispensables.

## Remplacer le système prédominant ?

Une désaffiliation sociale et économique progressive permettra la transition vers une nouvelle organisation sociétale. La montée en puissance du Réseau favorisera l'éducation populaire par l'implication politique de chacun et l'expérimentation démocratique. Le système ne tient en place que parce que nous lui donnons du crédit, nous pouvons le délégitimer en montrant par la pratique qu'un autre mode d'organisation est plus souhaitable. Les systèmes de pouvoir sont des créations humaines et ne sont pas invincibles.

Plus les nouvelles formes d'organisation s'étendront et se multiplieront, plus grande sera leur capacité d'opposer un contre-pouvoir à celui de l'État, des banques et des multinationales. Lorsqu'elles concrétiseront cette capacité, la tension montera entre les deux systèmes.

Nous devons être conscients de la répression dont nous ferons l'objet. Si le pouvoir en place venait à déclencher une offensive contre le Réseau, nous envisagerions alors les moyens nécessaires et proportionnés.

Cette phase de transition verra donc coexister deux systèmes, l'un mourant et l'autre naissant, incompatibles sur de nombreux points dans leurs objectifs et leurs stratégies. Dans le cas éventuel où nous atteindrions une certaine masse critique, il y a également des chances que ce boycott géant d'une ampleur encore inconnue provoque à terme la chute du système : un krach par la chute de la demande.

Une fois que nous aurons récupéré notre puissance et le contrôle de nos destinées, il sera alors possible de mettre en place un grand programme écologique et social, de vastes campagnes de reforestation et de dépollution des terres et des eaux, la transition vers une agriculture et des énergies plus propres, la radiation de la dette du Tiers-monde, la réorganisation plus équitable du commerce, la disparition des armes nucléaires et les nombreuses autres mesures qui nous sembleront nécessaires.

Nous choisirons les nouvelles formes de vie commune et la manière dont nous souhaitons "faire société". Il s'agit de ne pas reproduire les erreurs qui nous ont conduits à la conjoncture actuelle. Tout reste à réinventer, à redéfinir. Redéfinir la politique, la propriété, le travail, l'entreprise, l'emploi. Remettre en question le fantasme d'une croissance infinie, qui ne crée plus que de la souffrance et des catastrophes environnementales.

Les moyens de production, qui sont issus du travail physique et intellectuel de l'humanité dans son ensemble doivent-ils rester la propriété d'une minorité ? Les associations de personnes doivent-elles remplacer les *sociétés anonymes* et les *personnes morales à responsabilité limitée* ? La terre et les ressources naturelles devraient-elles être la propriété de tous ? Comment remplacer l'économie de marché globalisée par une économie basée en premier lieu sur le partage et le commerce local, où l'humain prime sur la marchandise ? Les défis que présentent toutes ces questions ne pourront pas être résolus en un jour et demanderont aux humains de reconsidérer leur vision du monde et le sens qu'ils souhaitent donner à leur vie.

**La société créée par le Réseau n'est pas une fin en soi mais un outil de transition ayant pour but de nous permettre à terme de choisir ensemble dans quel monde nous souhaitons vivre.**

## Le mot de la fin

« Pour le moment, je désirerais seulement qu'on me fit comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations supportent quelquefois tout d'un Tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'on lui donne, qui n'a de pouvoir de leur nuire, qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer, et qui ne pourrait leur faire aucun mal, s'ils n'aimaient mieux tout souffrir de lui, que de le contredire. »

« Ce maître n'a pourtant que deux yeux, deux mains, un corps, et rien de plus que n'a le dernier des habitants du nombre infini de nos villes. Ce qu'il a de plus, ce sont les moyens que vous lui fournissez pour vous détruire. D'où tire-t-il tous ces yeux qui vous épient, si ce n'est de vous ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne vous les emprunte ? Les pieds dont il foule vos cités ne sont-ils pas les vôtres ? A-t-il le pouvoir sur vous, qui ne soit de vous-mêmes ? Comment oserait-il vous assaillir, s'il n'était d'intelligence avec vous ? Quel mal pourrait-il vous faire, si vous n'étiez les receleurs du larron qui vous pille, les complices du meurtrier qui vous tue et les traîtres de vous-mêmes ? »

« Et pourtant ce tyran, seul, il n'est pas besoin de le combattre, ni même de s'en défendre ; il est défait de lui-même, pourvu que le pays ne consente point à la servitude. Il ne s'agit pas de lui rien arracher, mais seulement de ne lui rien donner. »

« Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement que vous ne le souteniez plus ; alors, vous le verrez, tel un grand colosse à qui l'on a ôté son socle, ployer sous son poids et tomber en morceaux. »

« Soyez résolu à ne plus servir, et vous voilà libre. »

Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, 1576

## Prochaines étapes

**Octobre 2019** - Présentation du projet lors du colloque « Convergences et stratégies » et table ronde avec les créateurs de différentes plate-formes informatiques pour discuter de la mise en commun des outils pour former la structure du Réseau.

**Novembre 2019** - Mise en place des outils informatiques et monétaires et écriture d'une constitution temporaire, qui sera modifiée au fur et à mesure que le Réseau se développe. Établissement d'une stratégie de communication pour faire connaître le projet.

**Décembre 2019** - Recensement des personnes intéressées par devenir les premiers membres pour chaque département.

**Janvier 2020** - Lancement du Réseau.

**Février 2020** - Création d'assemblées citoyennes locales et mise en place de circuits alimentaires et énergétiques courts et autonomes.